
SAN JUAN – Séance de travail de l'ALAC et des dirigeants régionaux (11e partie)

Mardi 13 mars 2018 – 15h15 à 16h45 AST

ICANN61 | San Juan, Porto Rico

HOLLY RAICHE : ... voudront mieux comprendre ce qu'il se passe. Moi, il me semble que pour minimiser le danger, je crois que ce serait important que l'ICANN fasse un travail de soutien au maximum des utilisateurs finaux et donne un maximum d'informations et de soutien. Donc c'est dans les seules conditions, selon moi, avec lesquelles nous pourrions avancer. Donc on verra si cela a changé l'opinion de personnes.

ALAN GREENBERG : Moi, j'aimerais dire que l'internet a des problèmes, l'infrastructure se brise de temps en temps. Même si vous êtes un petit FSI, vous avez des spécialistes techniques qui peuvent réparer l'internet. L'internet n'est pas totalement fiable, il y a des problèmes qui surviennent tout le temps. Lorsque vous êtes à la tête d'un FSI, vous avez du personnel technique qui se charge de réparer internet de temps en temps.

Nous allons maintenant donner la parole à Eduardo.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

EDUARDO DIAZ :

Vous savez, c'est vraiment un problème un peu sans fin parce que vous connaissez la mission de l'ICANN, qui est d'assurer que l'internet et le DNS soit sûrs et stables. Maintenant, cela va être totalement instable parce que cela ne va pas marcher pour certaines personnes.

Donc je ne comprends pas le processus, mais je crois que si l'on change quelque chose, cela doit être changé au même moment dans le monde entier. Je crois que cela va arrêter l'internet pour quelque temps.

Et on dit le 11 octobre, c'est très proche du 11 septembre, aussi. C'est comme cela que je le vois. Lorsqu'on m'a indiqué la date du 11 octobre, j'ai pensé au 11 septembre. Et j'ai appris il y a longtemps que si cela marche, pas besoin de le réparer.

ALAN GREENBERG :

Cela marche, mais avec un potentiel sérieux de problèmes. Si la clé est compromise, il n'y a pas un bouton rouge qui s'allume. Il y a des problèmes qui se posent et là, il y a quelqu'un peut-être qui s'attaque peut-être à la racine et là, il y a des problèmes pour le roulement de la clé. Il y a beaucoup d'inconnus. Donc il y a des mauvaises pratiques cryptographiques à ce niveau.

EDUARDO DIAZ : Moi, je crois que c'est comme la formule de Coca-Cola, c'est toujours inconnu et secret.

ALAN GREENBERG : Je crois que c'est encore plus important que la formule du Coca-Cola. Il y a des milliards de dollars en jeu.

SÉBASTIEN BACHOLLET : [coupure]... la question pour moi qu'on est dans la même situation que l'an 2000, avec le risque qu'on fasse beaucoup de battage avant et il ne se passe rien. Et on dit après : « Tout ça pour ça ! Ça servait à quoi ? »

Le deuxième point, c'est que, si j'ai bien compris, il faut avoir déjà fait le pas d'aller vers DNSSEC. Cela veut donc dire que ceux qu'ils l'ont fait ont des compétences techniques puisqu'ils ont passé à DNSSEC ; cela ne se fait pas comme ça. J'attends toujours que mon service provider me mette DNSSEC. Ce n'est toujours pas fait. Et pourtant, ce n'est pas le plus petit FSI de la place.

Donc je pense qu'on est en train de se faire une montagne d'un truc qui n'est pas si compliqué que ça... non pardon, qui n'est pas si dangereux que cela parce que c'est des gens qui sont déjà passés à DNSSEC. Donc je pense qu'ils ont la compétence

technique pour assurer cette question de la clé publique à transformer. Merci.

ALAN GREENBERG : Ricardo, allez-y.

RICARDO HOLMQUIST : Je vais parler en espagnol. Ce que je ne considère pas très bien dans tout cela, c'est cette campagne de marketing qu'on fait. Pour le moment, on dit qu'on va parler avec les RIR à propos des adresses qui n'ont pas de résolveurs ou qui ne peuvent pas résoudre correctement. C'est quelque chose que l'on aurait dû faire il y a un an.

Les principaux acteurs pour l'implémentation du DNSSEC, ce sont les banques. Donc il faudrait parler avec les associations de banques au niveau mondial, régional, national. Et je ne vois pas vraiment de plan du point de vue d'ICANN pour parler avec les principaux acteurs concernés ici. Et beaucoup de ces acteurs ne savent pas que cela a lieu actuellement.

Donc peut-être que le 11 octobre, c'est toujours une date correcte, mais une date qui, comme le disait Holly, devrait impliquer des choses très claires entre maintenant et le 11 octobre à mettre en place, que je ne vois pas. On ne vient pas nous demander notre aide pour qu'on en parle avec nos ALS

locales par exemple, on ne vient pas nous demander d'en parler avec les différents FSI qui vont être les usagers. Alors qu'est-ce qu'on peut faire, là ? De toute façon, nous serons les personnes les plus affectées. Je ne peux pas imaginer un pays dans lequel il y aura quelques banques pour lesquelles le DNSSEC ne fonctionne pas parce qu'à ce moment-là, les clients ne pourront pas transférer de l'argent et cela peut provoquer des crises financières dans nos pays. C'est grave.

Donc ce n'est pas seulement que les gens ne vont plus pouvoir entrer sur internet. Il n'y a pas que cela.

ALAN GREENBERG : Tijani, allez-y.

TIJANI BEN JEMAA : Merci. D'abord, Alan, si vous faites des commentaires après chaque commentaire, vous allez avoir un impact sur la décision des gens. Donc ne faites pas de commentaires.

ALAN GREENBERG : Je me suis mis dans la queue.

TIJANI BEN JEMAA : Parfait.

J'en reviens à notre sujet. Les gens vont penser qu'ils sont en sécurité si on ne fait pas le roulement parce que le roulement peut donner lieu à une paralysie de l'internet. Mais je dirais que c'est beaucoup plus risqué de ne pas changer la clé. C'est exactement cela. Parce que si quelqu'un peut pirater votre clé du DNS, vous n'avez plus rien après cela. Donc le danger est là.

Si l'on veut avoir quelque chose qui soit fait correctement, il faut faire les choses correctement. Les experts techniques ont dit qu'on doit le faire.

Je comprends qu'il y a ce problème de résolveurs qui existe, mais il y a des solutions. D'abord, ICANN va faire une campagne de sensibilisation pour que tout le monde, tous les fournisseurs d'internet et les opérateurs sachent que ce roulement de clé peut affecter les résolveurs qui ne sont pas à jour. C'est finalement seulement une mise à jour du logiciel. Je sais que tout le monde ne l'a pas fait et ne va peut-être pas le faire. Mais la solution – et ICANN devrait le dire – quand on n'est pas sûr de ce qu'on a, il faut éteindre, arrêter le DNSSEC. Et votre internet va continuer à fonctionner. Et une fois que le roulement de clé aura été fait, vous remettez le DNSSEC. Et si vous avez un problème, à ce moment-là, vous le réglez. Dans ce cas-là, il n'y aura pas de problème grave. Ce n'est pas une catastrophe.

Mais si on continue à utiliser la même clé... depuis cinq ans, c'est cela ? Parce qu'il y a cinq ans, on devait faire ce roulement de clé annuellement, rappelez-vous.

ALAN GREENBERG : Abdeldjalil ?

ABDELDJALIL BACHAR BONG : OK, merci beaucoup. C'est monsieur Abdeldjalil Bachar Bong. Donc ma question est qu'on a parlé de la clé KSK. Mais réellement, ça parle de quoi ? Quel sera l'impact pour l'utilisateur en tant que tel ? Par exemple pour un utilisateur lambda qui est au Tchad qui se connecte, comment on peut lui expliquer ? Comment il peut avoir la cartographie de cela, donc réellement ? Donc si on ne change pas la clé, si je comprends les explications techniques, cela va impacter... cela va couper l'internet. Mais il y a combien de personnes qui n'ont pas la connexion internet maintenant actuellement aussi ? Est-ce que c'est une censure ? Je voulais avoir une idée claire. La clé, ça se trouve où et comment il faut la changer ? Comment cela va nous impacter ? OK, merci.

ALAN GREENBERG : Javier, allez-y.

JAVIER RUA-JOVET :

Je vous écoute et je dirais que du côté technique, il y a des experts, et il y a un consensus selon lequel le risque n'est pas vraiment aussi important que cela; ce n'est pas une catastrophe. Mais je pense que le problème ici est plus politique qu'autre chose, ce que Sébastien disait aussi. Parce qu'il y a un problème, mais on risque d'avoir un problème au niveau mondial. Il faut faire des efforts d'information au niveau mondial aussi. Le monde ne va pas s'arrêter suite au roulement de la clé. Mais quelque chose, un accident peut arriver. Si on regarde, il n'y a rien qui est fait pour avertir les gens. Aux États-Unis, il y a beaucoup de folie en ce moment, je dirais. Une chose que l'on peut prédire, c'est la difficulté à prédire ce qui va se passer.

Donc si on veut protéger la stabilité de l'internet, nous devons protéger l'existence d'ICANN. Et ICANN pourrait être renvoyé à cause d'un problème mineur. Donc la réputation d'ICANN est en jeu ici, et les compétences des gens à s'occuper de cela sont en jeu. On ne peut pas avoir une situation négative. Donc je dirais qu'il faut être prudent et il faut être aussi prudent que possible.

ALAN GREENBERG :

Hadia ?

HADIA ELMINIAWI : Le seul risque que je vois, c'est qu'on ne l'a jamais fait auparavant. Donc il faut le faire.

Pour répondre à Ricardo qui dit qu'il va y avoir un changement de clé, il doit y avoir un moment où les deux clés sont utilisées. Donc la clé de 2010 sera utilisée pour la signature pendant que la clé de 2017 sera présente, jusqu'à ce que le système apprenne à fonctionner avec cette clé de 2017. Donc il y a un moment où les deux clés fonctionnent ensemble. Mais c'est là qu'il risque d'y avoir un problème parce qu'une clé va être arrêtée et l'autre va être utilisée. Lorsque le système aura appris à utiliser la clé 2017, tout ira mieux. Mais il va y avoir un moment où les deux clés vont fonctionner en même temps. Une sera utilisée, mais l'autre sera présente jusqu'à ce que le système apprenne à fonctionner avec la clé 2017.

ALAN GREENBERG : Ce n'est pas comme cela que ça fonctionne, mais nous en reparlerons plus tard.

JOHN LAPRISE : J'ai un petit commentaire. D'abord, on en a parlé avec la communauté de techniciens, et la communauté technologique dit : « Si ça ne marche pas, il faudra corriger les problèmes. » Je comprends tout cela d'un point de vue technologique, c'est

bien, mais nous représentons les utilisateurs; c'est notre premier soucis.

Ensuite, en ce qui concerne les risques, on parle beaucoup de risques potentiels, de personnes qui pourraient être affectées. Mais dans cette communauté, la communauté ne comprend pas certaines choses, ne comprend pas ce qui va se passer, ce qui va être fait. La seule chose qu'ils comprennent, c'est qu'il y a quelque chose de nouveau qui va apparaître dans six mois.

Ensuite, pour le plan de communication, la communauté technologique a proposé, comme ils ne savaient pas ce qu'étaient les résolveurs, de mettre en place un plan de communication pour les personnes qui opèrent ces résolveurs.

Et j'en arrive au point principal de ce que je veux dire, en tant qu'ALAC, nous représentons les utilisateurs finaux avant toute chose. Donc nous devons nous inquiéter pour cette situation.

ALAN GREENBERG :

Nous allons prendre une petite pause. Nous avons encore sept personnes dans la queue. Et si nous voulons avoir le temps de discuter des indicateurs de performance, je ferme la queue maintenant.

CHERYL LANGDON-ORR : C'est important.

ALAN GREENBERG : Vous voulez qu'on continue à en parler? Parfait, nous continuons alors.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci. Donc je pense qu'un des problèmes qu'il y a ici, c'est le nombre d'inconnus auxquels nous devons faire face. Ce n'est pas que l'internet va cesser de fonctionner parce que les résolveurs ne vont pas marcher. Le problème, c'est que l'internet est tellement diversifié qu'il y a différentes manières d'accéder à internet et différentes topologies. Certaines personnes dépendent d'un seul résolveur. Donc si ce résolveur ne marche plus, c'est embêtant. D'autres personnes ont de multiples résolveurs et à ce moment-là, la résolution sera d'une milliseconde de durée. Le problème, c'est qu'on ne sait pas, on ne connaît pas les conséquences, on ne peut pas tester le réseau, on ne peut pas savoir ce qui va se passer si les choses ne marchent pas bien. Donc la meilleure solution, c'est de trouver des solutions, d'abord, pour résoudre tous ces doutes. En même temps, internet doit continuer à évoluer. Donc on ne peut pas continuer à faire fonctionner ce véhicule avec la vapeur parce que l'essence peut exploser et tuer des gens, alors que le moteur à essence existe. Donc voilà.

De tout façon, il n'y a pas d'analyse réelle exacte de tout cela. Il y a des rumeurs selon lesquelles le Conseil va demander au SSAC d'analyser ce problème et de fournir un avis du SSAC ou un rapport du SSAC sur le problème, ce qui va prendre du temps. On peut se demander combien de temps est-ce que le SSAC va nécessiter pour présenter quelque chose.

À mon avis, nous devons penser à un plan B et un plan C. Et au niveau de la communication, nous avons un rôle important à jouer. De toute façon, j'ai été déçu par la réponse du GAC que j'ai entendue ce matin. J'ai parlé avec un représentant qui est venu me voir après et qui m'a dit : « Il y a encore beaucoup de choses que certaines personnes qui sont nouvelles ici doivent apprendre sur ICANN. » Donc je crois que nous allons devoir entreprendre la tête dans ces discussions.

ALAN GREENBERG :

Bien. Je vais me donner la parole. Tijani disait que je ne devais pas donner mon avis. Ce que je voulais faire, c'était un petit peu essayer de dire quelque chose et d'expliquer quelque chose qui était techniquement faux. Bien, maintenant, je vais prendre la parole.

Je dirais que les détails sont inconnus, mais que les gens qui se sont occupés de tout cela ont une idée. On sait que le DNSSEC n'a pas été accepté mondialement. Ceux qui ne l'ont pas

accepté vont avoir un impact négatif suite au roulement. Donc on ne sait pas quel est le pourcentage de personnes qui n'ont pas DNSSEC. David a dit que peut-être 4 % des gens vont être affectés par ce roulement de clé. Il faut espérer que ce ne sera pas 20 % du public ou 50 % du public. Ce chiffre, en tout cas pour le moment, est inconnu.

Ensuite, les commentaires concernant le doublon, la façon dont résolveur nous permet d'insérer la nouvelle ancre de confiance n'est pas utilisée pour le moment. Donc essentiellement, je dirais que le résolveur va pouvoir travailler avec les deux ancres. Le résolveur va travailler jusqu'à ce qu'on le change. Le moment où on le change dans le serveur racine, cela change. Donc on a tout le temps pour installer l'ancre de confiance suivante. Mais après, il y a un moment de vérité où on l'a installé et lorsqu'on change cela dans le serveur racine, lorsqu'on installe une nouvelle version de la racine, on signe avec cette nouvelle clé. Et une fois qu'on signe avec cette nouvelle clé, seulement la nouvelle clé fonctionne. Donc il va y avoir un chevauchement ici, un doublon dans la vie du système.

La question du Tchad. Si le chat n'a pas une bonne connectivité et que les fournisseurs d'internet font de leur mieux pour fournir une connectivité, peut-être qu'ils devraient installer le DNSSEC. Comme cela, personne ne se rendrait compte de ce changement. Si les fournisseurs internet n'ont pas installé le

DNSSEC, à ce moment-là, ils vont avoir des problèmes. Mais peut-être qu'ils auront quelqu'un sur place qui pourra résoudre les problèmes. Voilà, on ne sait pas. Pour le moment, on en est là.

Et arrêter le DNSSEC comme propose Tijani, selon les experts, si quelqu'un arrête le DNSSEC, il va rester éteint. C'est la crainte de beaucoup de gens. Donc on pense que déjà avec le roulement de clé, il y a déjà des gens qui arrêtent le DNSSEC aujourd'hui, parce qu'ils ont peur d'avoir des problèmes. Donc je dirais que ce n'est peut-être pas ce qui est recommandable, mais c'est ce que les gens font. Et je dirais que si tout le monde avait dit : « Ce n'est pas un problème. », on aurait pu se mettre d'accord, les systèmes bancaires, les compagnies aériennes, les systèmes qui gèrent les universités, les entreprises. Tout cela pourrait fonctionner.

Mais hélas, beaucoup de gens dans le monde ont mis trois, quatre, cinq ans à relire des codes. Donc le problème existe. Et c'est étonnant de voir combien de systèmes construits n'ont pas été construits correctement. Les systèmes qui ont été construits dans les années 90 sont tout à fait vulnérables, souvent.

Et Ricardo, quand on parle avec les gens, vous allez voir que le cas des banques est un bon cas parce que la banque centrale et les associations de banques sont des endroits où il faut parler,

avec lesquelles il faut aller parler avec les responsables pour leur proposer le DNSSEC. C'est donc un endroit important auquel nous devons penser.

ICANN fait beaucoup de sensibilisation auprès des fournisseurs d'internet et les gens nous écoutent en général. Tous les gens ne nous écoutent pas, mais je pense que les ALS finalement, si on est dans un petit pays, si on a des contacts avec les décideurs, on sait qui s'occupe de la fourniture d'internet, qui s'occupe de la banque centrale. Nous avons un rôle ici à jouer, nous devons communiquer avec nos ALS et faire tout notre possible.

Nous avons maintenant Seun dans la queue. Seun, vous avez la parole.

SEUN OJEDEJI :

Merci Alan. Je voulais juste dire que je ne suis pas sûr si l'aspect technique est comme vous l'avez dit, c'est-à-dire les utilisateurs finaux ne peuvent pas changer leur résolveur. Donc je ne sais pas quel est l'aspect technique qui peut être corrigé ici concernant le résolveur.

En tout cas, on n'appartient pas à la communauté technologique. Nous ne sommes pas des experts. Nous sommes les utilisateurs finaux, que nous représentons. Donc la communauté technologique nous a donné son opinion. Ce n'est

pas à nous de régler les problèmes. Quel que soit le problème du roulement, il a été reporté d'une année. Maintenant, s'il y a des problèmes techniques qui surgissent, c'est la communauté technologique qui doit les régler. Donc je crois qu'il faut voir les choses de ce point de vue, c'est-à-dire que ce problème est technique et que c'est quelque chose qui peut être effectué si la communauté technique dit que cela peut être fait.

Donc je pense qu'il faut sensibiliser les gens, oui, mais dire qu'il ne faut pas soutenir le roulement de clé, c'est une irresponsabilité puisque ce n'est pas nous qui allons régler les problèmes. L'IPv6, par exemple, existe depuis longtemps et les gens ne le déploient pas. Certaines personnes ne le déploient pas. C'est un problème que l'on affronte. Quand leur réseau ne fonctionne plus, ces gens doivent résoudre le problème. Donc il faut faire ce qu'il faut faire. Certains utilisateurs, certains fournisseurs internet ne répondent pas, ne réagissent pas aux changements qui ont lieu dans l'internet et refusent le progrès. Et nous devons imposer le progrès. Si nous acceptons que ce roulement de clé n'ait pas lieu, nous acceptons que le monde ne s'adapte pas au changement.

ALAN GREENBERG : Alberto, vous avez la parole.

ALBERTO SOTO :

Merci beaucoup. Hélas, je dirais que je ne suis pas d'accord avec la dernière opinion exprimée parce que nous représentons les utilisateurs finaux et on doit prendre en compte tous les éléments et mesures dans le système multipartite de l'ICANN pour décider l'impact sur les utilisateurs finaux tout particulièrement.

Comme l'a dit Ricardo, il y a un plan de marketing. Je ne sais pas si ce plan de marketing est disponible ou pas, je suis même totalement sûr que j'ai parlé, donc, à différentes personnes de LACRALO – dans les pays de LACRALO. Je crois qu'on peut parler et travailler avec les FSI, les universités, avec tous les centres de données qui existent au niveau de LACRALO pour qu'une enquête soit effectuée s'il y a un besoin d'aide pour la mise en œuvre de l'IPv6, parce que dans la région d'Amérique latine, il n'y a pas encore une adoption totale de l'IPv6.

Donc j'ai mentionné également le problème de la KSK. Et je n'ai pas encore de réponse concrète à ce sujet.

Je ne sais pas si le plan de marketing a été mis en œuvre ou pas. Nous devons atteindre plus de 20 pays, mais je ne sais pas encore si la sensibilisation a bien été faite partout. Et de plus, il faut prendre en compte le fait que casser l'internet, s'il se brise maintenant, c'est vrai que cela peut être la faute de l'ICANN s'il y a des problèmes au niveau de l'internet.

BARTLETT MORGAN : Très rapidement, la peur n'est pas bonne conseillère. Si vous avez une décision à prendre, très souvent, on ne prend pas cette décision parce que l'on a peur. On n'utilise pas les bons chiffres, les bons instruments de mesure.

J'écoute les exemples disant : « Il ne faut pas le faire ; il ne faut pas faire le roulement. » Regardez les arguments. La proposition est excellente, mais l'utilisation, au niveau de la gestion, au niveau des catégories de personnes... Les banques par exemple, très souvent, n'ont pas toujours les bonnes informations cryptographiques. Donc cela peut poser un problème par rapport à l'ICANN.

John nous a donné une liste pour la transition IANA. Ils ont cette liste et voyons les arguments. La probabilité, c'est presque zéro. Donc j'aimerais souligner ce qui a été dit par Sébastien également. Mais nous ne sommes pas ici pour trop parler. Donc je vais être très bref.

On nous a dit que c'est un problème politique, la réputation de l'ICANN ; d'accord. On a fait référence aux utilisateurs finaux mais selon moi, c'est séparé. Les problèmes de relation publique n'ont pas un impact direct sur notre soutien des utilisateurs finaux.

Donc voilà ce qui compte. Selon moi, le problème ce n'est pas « Est-ce que l'on doit faire le roulement ou pas ? », mais le problème, ce doit être la sensibilisation, plutôt, de la communauté. Je ne crois pas qu'en tant que communauté, on connaît assez le roulement de la KSK. Je crois qu'on a besoin de plus d'informations, de plus de connaissances sur ce problème de roulement KSK.

Donc je ne veux pas prendre trop de temps.

ALAN GREENBERG : Tijani ?

TIJANI BEN JEMAA : Merci beaucoup. Donc Javier, je vous ai entendu et je peux vous dire que ceux qui pensent que la transition ne devrait pas être... c'est les Américains qui ne sont pas très chauds pour cela, parce qu'ils savent qu'il y a deux autres racines qui sont prêtes à démarrer. Et la plus grande crainte qu'ils ont, c'est la fragmentation ; cela les inquiète beaucoup. Donc je ne crois pas que les Américains vont accepter la fragmentation de l'internet. Donc ils ne vont pas demander à ce que l'on revienne en arrière et que l'on reparte avec la NTIA.

Deuxièmement, John et Alberto, moi, je pense aux utilisateurs finaux. Je veux préserver la sécurité des utilisateurs finaux. Et

C'est pour cela que je demande que l'on fasse ce roulement. Si on ne fait pas le roulement, on ne sait pas quand vous pouvez avoir un très gros problème. Donc si vous voulez avoir un système sûr, si vous avez le DNSSEC, vous devez faire le roulement.

Et dernier point, je ne pense pas que l'on doit faire des suppositions. S'il n'y a pas de DNSSEC, si on éteint le DNSSEC, on ne le reprendra jamais, on ne reviendra jamais au système DNSSEC. Ça, ce sont des suppositions que l'on fait. On ne peut pas réfléchir avec des suppositions. Merci.

HOLLY RAICHE :

J'écoutais vous tous avec attention et ce qui semble le plus inquiétant, dans ma région notamment, il y a aura très peu de personnes qui ont le DNSSEC. Vraiment, on est vraiment avec très peu de DNSSEC dans ma région. Et ils sont totalement ignorants de cela, ils ne se préoccupent pas du DNSSEC.

Mais David Conrad nous a bien indiqué l'année dernière, il a été dans les îles Pacifique, il est venu à l'association et il a parlé aux opérateurs de la région, et il leur a donné une très bonne présentation. Je l'ai écouté avec attention parce que beaucoup de ces opérateurs ne parlent pas anglais; ce n'est pas leur première langue, l'anglais. Mais il a très bien ciblé sa présentation à un niveau qui était compréhensible pour tout le

monde et c'est les personnes qui connaissaient la technique informatique. Et je lui ai parlé lorsqu'il s'est déplacé chez nous.

Mais il y a de cela pas très longtemps, j'ai eu des contacts et je lui ai demandé s'il a eu un retour des personnes avec qui il avait parlé du DNSSEC. Et il a vérifié et personne n'a utilisé le DNSSEC par la suite. Donc que faire ?

ALAN GREENBERG : Kaili.

KAILI KAN : Merci beaucoup. Donc je suis le seul qui ne prenait pas position il y a de cela quelques instants. Mais voilà comment je raisonne.

Quelqu'un dans ma famille est malade, à l'hôpital. Le docteur dit : « Il ou elle a besoin d'être opéré. » Il y a des risques également à la suite de cette opération. Quelle est mon opinion ? Je n'ai pas d'opinion. Je ne suis pas docteur, je ne suis pas médecin. Vous êtes le médecin, vous êtes le professionnel, vous prenez en compte les risques et les avantages de la décision d'opérer et c'est à vous de décider. Tout ce que je veux, c'est que ce membre de ma famille se remette en bonne santé. Donc c'est pour cela que je ne prends pas position. Ce n'est pas à moi de prendre une décision de ce type. Et je ne suis pas

toujours pas convaincu que je peux prendre une décision là-dessus. Donc j'en resterai là. Merci.

ALAN GREENBERG :

Merci. Nous allons devoir vous quitter avec John. J'ai quelques commentaires et je dois quitter la salle, et je ferai un petit questionnaire autour de la salle, un petit sondage.

En ce qui concerne les programmes de marketing, je crois que l'ICANN fait beaucoup. Mais si vous avez des idées sur qui doit être contacté plutôt que de passer par vos propres ALS, et bien dites-le, faites-le nous savoir parce que si vous avez une bonne idée...

On a parlé des banques, comme l'a dit Ricardo également. Si les banques connaissent des problèmes au niveau informatique, on a de sérieux problèmes. Et bien j'espère que les banques sont bien au courant de ces problèmes éventuels et ont le DNSSEC.

Quelqu'un a fait un commentaire – je ne sais plus, peut-être Tijani –, en disait faisons le roulement, a parlé de suppositions. Donc en effet, des deux côtés, qu'on soit pour ou contre, on fait beaucoup de suppositions et finalement, on devra dire oui ou non, on y va ou pas, on fait le roulement ou pas, basé sur des suppositions. Je crois que c'est la vie.

Avant de quitter la salle, John, vous voulez dire quelque chose avant de partir ? Donc il ne nous reste que 15 minutes à cette séance. Est-ce qu'il y a quelqu'un ici présent qui a changé d'opinion par rapport au petit sondage informel que nous avons fait au début ? Holly a changé d'opinion. Commentaire rapide s'il vous plaît, je dois quitter la salle.

HOLLY RAICHE :

Oui, je voterais oui mais ce que j'ai dit, c'est que j'aimerais avoir beaucoup d'assurance par rapport au type de campagne qui sera large en s'assurant que la réputation de l'ICANN soit préservée, donc avec des avertissements proactifs. Et je crois que ce serait une bonne chose, mais je veux que l'ICANN fasse le maximum. Quand vous avez dit le bug de l'an 2000, il n'y a pas eu de catastrophe à ce niveau-là. Donc moi, je voterais oui.

ALAN GREENBERG :

Holly, merci beaucoup. Tijani, est-ce que vous changez d'opinion aussi ? À moins que vous ne vouliez prendre encore la parole ?

Il nous reste 15 minutes avant la pause. Avec John, nous devons partir pour cette vidéo. Il y a une autre réunion après, donc on ne peut pas continuer.

JOHN LAPRISE : J'aimerais ajouter quelques nuances pour bien faire comprendre ma position. Oui, je dis non, non au roulement avec les données actuelles. Mais ce que j'aimerais au niveau technique, que ce soit mieux analysé, ces données parce que la communauté technique ne comprend pas très bien sur flux de données. Donc j'aimerais avoir une meilleure campagne de communication avant le roulement éventuel de la clé. Voilà ce que je voulais dire.

MAUREEN HILYARD : Très bien. Donc nous allons laisser Alan et John partir.

Et nous allons poursuivre avec les personnes voulant prendre la parole. Je vais donner la parole à Daniel. Il est sur la liste.

DANIEL NANGHAKA : Il y a des points techniques que je ne comprends pas très bien, mais il me semble qu'il y ait beaucoup de peurs sur ce qui va se passer sur l'internet, beaucoup de craintes. À un certain point, je crois qu'on va devoir faire le roulement un jour ou l'autre. Donc les utilisateurs finaux ont besoin de l'internet. Ça, c'est un facteur constant. Mais si le roulement ne se fait pas et que l'internet connaît de sérieux problèmes, ils vont se plaindre.

Donc mon opinion est la suivante : prendre en compte tous les facteurs constants. La communauté technique comprend déjà

les risques ; limitons les risques et faisons le roulement. Donc pour ceux qui ont un système mis à jour, et bien ils n'auront pas de problème et ce seront des FSI qui auront bien travaillé avec leurs clients.

MAUREEN HILYARD : Sébastien, est-ce que vous voulez prendre la parole ?

SÉBASTIEN BACHOLLET : Oui, merci. Je voulais juste dire que dans beaucoup de pays du monde, il y a plus d'un fournisseur pour se connecter à internet. On a un fournisseur pour le téléphone, un fournisseur pour l'ordinateur. Dans d'autres pays, il y a seulement le téléphone et donc il n'y a que deux ou trois compagnies dans ces pays-là ; cela ne suffit pas. On peut les contacter directement pour être sûr que ces compagnies fassent ce qu'il faut faire pour s'assurer que les utilisateurs finaux auront un accès de toute façon. Donc je pense qu'il y a une manière d'atténuer les problèmes qui pourraient surgir. Il faut se rappeler qu'on n'a jamais qu'un seul fournisseur pour se connecter à internet dans le monde en général ; il y en a toujours plus d'un.

JAVIER RUA-JOVET : Merci madame la présidente. Je dirais que tout dépend des régions dont on parle pour les utilisateurs finaux. Par exemple à

Porto Rico, nous avons adopté le DNSSEC de manière précoce. Et d'autres personnes nous ont suivi. Donc dans ce cas-là, ce serait correct.

Tijani, j'aimerais que vous me donniez votre opinion directement, mais je pense qu'Adam a parlé de craintes ou de suppositions. Vous pensez à un monde dans lequel on a une géopolitique qui est gérée par des adultes basée sur des intérêts nationaux. Donc Trump est un petit peu fou, il peut nous surprendre. Imaginez un petit peu les choses qui peuvent arriver.

Donc je ne connais pas les aspects techniques de cette question, mais je sais que les politiciens américains font confiance à ICANN. Et Trump, lui, il est un peu capricieux, disons.

MAUREEN HILYARD : Merci Javier.

NARINE KHACHATRYAN : Merci. Personnellement, je pense qu'un niveau technique, on ne peut pas arrêter les choses. Techniquement, si quelque chose d'inattendu a lieu, est-ce qu'on ne peut pas arrêter les choses ? C'est ma question.

MAUREEN HILYARD : Merci. Holly, est-ce que vous voulez ajouter quelque chose ?

HOLLY RAICHE : Je crois que tout a été dit. Je crois que j'ai dit clairement ce que j'avais à dire.

Pour reprendre un petit peu ce que Javier a dit, je pense qu'il est important d'avoir un système visible bien clairement déployé d'ICANN avec une campagne. Je crois qu'il faut que tout le monde comprenne les risques, aussi. Je comprends le risque aussi de ne pas avancer dans ce sens. Et tous les commentaires que nous pouvons faire doivent refléter nos réserves. Nous devons dire que nous serions déçus d'arrêter le DNSSEC pour une question de sécurité. Mais je pense qu'il y a beaucoup de choses qui doivent être dites et qui concernent les utilisateurs finaux.

MAUREEN HILYARD : Tijani, vous avez la parole.

TIJANI BEN JEMAA : Merci. J'ai entendu déjà à plusieurs reprises des gens qui disaient que l'on ne savait pas quels seraient les résolveurs qui auraient ce type de problème. Donc auprès de qui est-ce que nous devons faire cette sensibilisation ? Ce ne sont pas des

utilisateurs finaux, ce sont des fournisseurs internet. Tous les fournisseurs internet ont des contrats avec ICANN, donc on a un revendeur et un bureau d'enregistrement, registre, etc. Et finalement, à la fin de cette chaîne, il y a ICANN. Donc ICANN peut avoir tous les dossiers de ces opérateurs, connaître ces opérateurs et peut les joindre. On ne parle pas d'utilisateurs finaux ici. Les utilisateurs finaux doivent être défendus, bien sûr, mais s'il y a une campagne, cette campagne doit être destinée à tous les opérateurs. C'est seulement comme cela qu'on peut faire une campagne.

Ensuite, Alan a dit que tout était basé sur une question de suppositions. Mais j'aimerais qu'on me dise qu'elle est cette supposition, quelle est cette présomption. Je dirais que si l'on ne fait pas le roulement de clé KSK, on va avoir un gros problème parce que cinq années se sont déjà écoulées avec la même clé et c'est très facile d'attaquer. Des pirates peuvent facilement attaquer le serveur. Et lorsque votre serveur est attaqué par un piratage, on a vraiment de gros problèmes.

Ensuite, moi, j'ai dit : « Faites le roulement de clé. » Comment le faire si on n'a pas suffisamment de visibilité ? Il faut faire les choses avec une certaine sécurité, demander à tous ceux qui ont le DNSSEC de l'éteindre, faire le roulement, demander à ceux qui avaient éteint le DNSSEC de le rallumer. Puis s'il y a un

problème, éteindre le DNSSEC, résoudre le problème et rallumer le DNSSEC.

MAUREEN HILYARD : Il nous reste seulement quelques minutes. J'ai Alberto, Olivier, Satish. Donc vous avez une minute chacun.

ALBERTO SOTO : J'ai travaillé pendant 30 ans dans les systèmes, dont 20 pendant lesquels j'étais responsable des TIC et de la sécurité informatique. Et trois fois, j'ai entendu parlé de peurs. Et je dirais qu'ici, il ne s'agit pas d'être courageux, il s'agit de vaincre cette crainte. Moi, dans mon travail, ce n'était pas une question de courage. J'ai toujours été prudent et j'ai fait une analyse de risques. Une analyse de risques, ce n'est pas de la peur. Je fais une analyse de risques avec des informations. Les informations qu'on m'a données ne sont pas suffisantes pour faire cette analyse de risque.

Si le secteur technique de l'ICANN me dit comment ils sont arrivés à telle ou telle supposition et que selon eux, il n'y aura pas beaucoup de personnes qui vont souffrir, qui vont avoir des problèmes et qu'il y aura un plan B, C ou D pour résoudre ces problèmes, à ce moment-là, je suis d'accord, j'accepte de faire le

roulement. Mais actuellement, avec cette crainte qui existe, je pense que non.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Je voulais répondre ici à la question qui a été posée par notre collègue qui disait : « Est-ce qu'on peut revenir en arrière ? » Je dirais que non, ce n'est pas possible, on ne peut pas revenir en arrière. Vous savez, Cheryl aussi, qu'on ne peut pas. Une fois que tout a commencé, on ne peut pas revenir en arrière parce que le système va continuer à avancer. Et on ne peut pas faire un roulement en arrière. C'est beaucoup plus dangereux que de continuer à avancer avec le roulement.

MAUREEN HILYARD : Satish ?

SATISH BABU : Quelques petites remarques. D'abord, je voudrais dire que je soutiens, je suis d'accord pour faire le roulement de KSK. Ensuite, je pense qu'il y a en même temps un suivi technologique et politique à faire. La partie technologique n'est peut-être pas aussi compliquée. La partie politique, je dirais qu'il y a un pays que je connais qui n'est pas prêt. Donc c'est difficile à contrôler.

Je dirais que pour les points d'accès de résolveurs, beaucoup de gens n'ont pas le DNSSEC. Il nous faut avoir une estimation par simulation ou par les études techniques, il nous faut savoir quel est le pourcentage d'internet qui est sous cette menace et voir si les chiffres qu'on nous donne sont réalistes. Je pense qu'ICANN a les moyens d'isoler un petit peu les parties qui risquent d'avoir le plus de problèmes.

Et quand on parle ensuite de l'impact politique, je dirais que d'un côté, on a Trump et de l'autre côté, il y a d'autres pays qui sont un petit peu aussi dans la même situation que les États-Unis. Donc ça aussi, ça fait peur.

MAUREEN HILYARD :

Merci beaucoup. Nous avons eu 90 minutes de discussions fantastiques. J'ai entendu tellement de choses intéressantes. Donc j'aimerais que Cheryl nous donne son avis. Et j'aimerais qu'on fasse un petit résumé aussi, trouver un rapporteur qui s'occupe de présenter les bonnes idées qui ont été présentées ici. Nous avons besoin de davantage de communication, d'informations pour voir si nous pouvons faire cela au mois d'octobre. Donc je vous donne la parole, Cheryl.

CHERYL LANGDON-ORR : Merci Maureen. C'est une occasion ici où justement, j'essaie de me souvenir des différentes choses qui ont été dites ici, autour de cette table. Bravo. J'étais une observatrice et je trouve que vous avez eu un débat très productif, très utile.

Cependant, si j'ai bien entendu, je dirais qu'il y a une conversation qui n'est pas encore prête à arriver à une conclusion aujourd'hui. Il y a beaucoup de choses à considérer. Et si je me base sur ce que Maureen a dit, nous pourrions avoir une ou deux personnes qui pourraient consolider ce qui a été dit, les notes qui ont été prises, mettre cela sur la page wiki pendant que vous êtes dans le sujet. Et ensuite, il faudra progresser et avoir un livre blanc pour la discussion.

Je voudrais aussi préciser deux ou trois choses. Il y a eu quelques cas où, par exemple, quand on a parlé de politiques, si l'on pouvait dire aux gens qui vont s'occuper de ce papier, je demanderais qu'on fasse un exercice non agressif pour minimiser les effets sur ICANN. Donc avec votre permission, je vais vous proposer... Je vais peut-être, par exemple, demander à Javier d'aider Maureen. Maureen pourrait prendre les notes et Javier pour faire un petit compte rendu que l'on posterait sur le wiki.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Oui. Il y avait trois noms sur le Skype qui disaient qu'ils voulaient être les rapporteurs : Baastian, Seun et Aida. Donc je voulais vous le dire.

CHERYL LANGDON-ORR : C'est juste une petite rédaction d'un résumé de ce qui a été dit. Donc si vous voulez écrire quelque chose, vous pouvez le faire, mais on va demander à Maureen d'entrer en contact avec ces personnes pendant cette réunion, si vous avez la possibilité de trouver le temps de le faire. Est-ce que je peux vous demander de faire comme nous le faisons d'habitude ?

Il y a une autre réunion maintenant dans cette salle, donc nous allons libérer cette salle le plus rapidement possible. Et je vous remercie pour cette réunion des plus productives. Merci.

MAUREEN HILYARD : Merci à tous. Nous allons partir et je vais me réunir avec Seun, Hadia, etc. Nous nous retrouvons ici. Et Baastian. Baastian n'est pas là ?

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]